

NOTE

AUX CITOYENS.

Tous les bons Citoyens ont dû voir avec une véritable satisfaction la démarche que vient de faire S. A. en requérant son Chapitre Cathédral de renoncer à ses exemptions pécuniaires, & en promettant de faire la même démarche vis-à-vis du Clergé. Elle prouve que le conseil violent & injuste qui s'est emparé de l'esprit de S. A. depuis 5 ans, n'a pu, malgré ses constans & criminels efforts, éteindre dans son cœur l'amour du bien, & le desir de soulager son Peuple; elle prouve que les cris tant répétés des amis de ce Peuple sont parvenus jusqu'à sa personne & qu'elle va s'y montrer sensible. Mais au moment où ses vues paternelles se tournent vers ce Peuple, il est évident que ce Conseil continuant à tromper la religion lui cache encore la vérité, & détourne ses yeux des objets les plus essentiels pour les fixer sur ceux de moindre importance & par là abuser encore le Chef & le Peuple.

En effet en demandant que le Clergé contribue aux charges publiques on ne soulage pas la classe pauvre qui aura toujours autant d'impositions à payer qu'auparavant; d'ailleurs si par cet arrangement la recette de la caisse publique augmente, on n'en est pas plus à l'abri d'une mauvaise administration...

Elle est effrayante l'administration qui depuis 25 ans de paix & de tranquillité, a laissé croître notre dette Nationale de *PLUSIEURS MILLIONS*; cet abus & tant d'autres doivent indispensablement être corrigés, & l'on n'y parviendra jamais sans une régénération dont le délai n'est plus possible.

C'est à la source qu'il faut remonter. Il ne s'agit dans ce moment ni d'Impôt, ni d'exemptions: voudroit-on encore donner le change aux Citoyens? On aura bientôt remédié à ces maux accessoires, quand on aura réglé le point fondamental. C'est de la Constitution Nationale qu'il s'agit, c'est à rendre à la Nation une représentation juste & légale qu'il faut porter tous ses soins. Il est tems que notre



fantôme de **TIERS-ÉTAT** fasse place à cette représentation Nationale : il est tems que l'Édit inconstitutionnel & oppressif de 1684, soit anéanti ; que le prince ne nomme plus, en vertu de cet Édit, tout dégoutant du sang de nos braves Ancêtres, la moitié de nos Magistrats, qui ne sont alors que des créatures entièrement dévouées. Il est tems enfin que nous ne voions plus siéger au Tribunal des Vingt-Deux des Membres qui tirent leur pouvoir de ces mandataires de l'Evêque, ce qui détruit le but de l'institution. Dans ces derniers tems, on a trop vu les abus ou cette nomination entraîne, on fait trop comment les députés du Conseil-Privé pour les différentes élections Magistrales des Villes, s'assuroient d'avance de ceux qu'ils alloient nommer à la Magistrature, & comment ils composoient pour avoir les places des Vingt-Deux à leur disposition.

Une observation est sur-tout ici nécessaire ; il n'entre point dans les vues des Citoyens honnêtes qui invoquent le rétablissement de notre sage Constitution, de faire renoncer le Clergé aux privilèges de son état ; dans la situation des choses il seroit injuste de le faire contribuer à l'égal de tous les habitans dans les impositions publiques, puisqu'il est chargé d'ailleurs pour sa caisse particulière. Mais on voudroit qu'à cet égard, ecclésiastiques & séculiers, Nobles & Bourgeois se réunissent, qu'ils ne fissent tous qu'une même famille, qu'il n'y eut pour tous qu'une caisse publique, & que tous y contribuassent en proportion de leurs biens & de leurs facultés. A cet effet il faudroit une réunion générale, il faudroit mettre de côté tout esprit de corps qui ne tend jamais qu'à amener plusieurs états dans un état, en diversifiant les intérêts ; ce qui est le plus grand des maux politiques. Il faudroit enfin que tous se dévouassent au **PATRIOTISME** ; & alors aucun sacrifice ne coûteroit, ou plutôt il n'y auroit pas de sacrifice à faire : alors les entraves du commerce disparaîtroient, alors l'égalité entre pauvres & riches ameneroit la prospérité générale.

Le moment de cette réunion n'a peut être jamais été si prochain ; le progrès des lumières, l'exemple des François l'appellent ; & nos discussions, si longues, si pénibles pour tous, semblent devoir le hater. Espérons ce beau jour. En attendant conservons à chacun ses propriétés, ses prérogatives, & *RECOUV*RONs celles que la tyrannie & le brigandage nous ont arrachés.

